

Plénière d'ouverture

Table-ronde d'ouverture « Entreprises et acteurs de la solidarité internationale : pourquoi agir ensemble ? »

Intervenants :

Forough Salami,

Vice-Présidente de la Région Bretagne, chargée de l'international

Kofi Yamgnane,

Ancien Ministre

Roland Crambert,

Directeur marketing et communication de Lacroix-Sofrel

Bernard Saincy,

Président fondateur du Cabinet Innovation Sociale Conseil

Baptiste Coupin

Je rejoins les intervenants de cette table ronde introductive. Bonjour à tous, merci de votre présence. Je vais vous présenter. Honneur aux dames, Forough Salami, vous êtes Vice-présidente du Conseil régional de Bretagne, chargée de l'international. À travers les politiques menées par la région Bretagne, vous concurrez activement à l'émergence d'une société plus juste, vous êtes également une militante politique et associative de longue date, ancienne Présidente de la Ligue des Droits de l'Homme de Brest métropole. Votre formation en ethnologie et en développement local vous donne une idée précise des défis qui attendent les pays du Sud pour mener à bien leur développement économique et améliorer les conditions de vie des populations locales.

Roland Crambert est également à mes côtés, vous êtes directeur marketing et communication de Lacroix Sofrel, une entreprise électronique de télégestion, filiale du groupe Lacroix et dont le siège est situé à Vern-sur-Seiche en Ille-et-Vilaine. Lacroix Sofrel est orienté sur le contrôle à distance des réseaux d'installations techniques et plus particulièrement des réseaux d'eau, d'assainissement, d'énergie. Vous êtes *leader* sur le marché français et réalisez plus de 20 % de votre activité à l'international dont une grande partie dans les pays du Sud.

Notre autre invité représentant du Sud, Monsieur Kofi Yamgnane. Vous êtes un homme politique franco-togolais, ancien Ministre de François Mitterrand. Né au Togo en 1945, naturalisé français en 1975, votre parcours politique est très ancré en Bretagne, d'abord comme Maire au sein de la commune de Saint-Coulitz dans le Finistère en 1989, puis comme Conseiller régional de Bretagne de 1992 à 1997 et député socialiste du Finistère de 1997 à 2002. Au plan national, comme je le disais, vous avez occupé les plus hautes fonctions de 1991 à 1993. Vous avez été Secrétaire d'État en charge de l'intégration auprès du Ministre des affaires sociales et de l'intégration. Plus récemment, en 2012, François Hollande alors candidat à la présidentielle a fait appel à vos services comme Conseiller Afrique. Aujourd'hui, Kofi Yamgnane, vous êtes libre de tout mandat électif en France et passez la plus grande partie de votre temps au Togo, votre pays d'origine.

Nous allons commencer sur quelques questionnements autour de cette table ronde et je

vous propose de commencer avec vous, Forough Salami puisque vous avez participé à la préparation de ces Assises. Pourquoi ce choix de la thématique : « développement économique et solidarité internationale – Agir ensemble au Nord et au Sud » ?

Forough Salami

Bonjour à toutes et à tous, merci d'être venus pour cette journée, qui je l'espère, sera enrichissante pour tout le monde. Concernant le choix de ce thème, nous vivons dans un monde connecté, mondialisé et les inégalités, la pauvreté sont l'affaire de tous. Vous l'avez dit tout à l'heure, ce n'est pas l'affaire uniquement des institutions mondiales ou des états, aujourd'hui, les collectivités locales, de par leurs prérogatives, peuvent avoir une approche territoriale de développement. Par exemple, pour la région, nous sommes en contact avec des entreprises, des PME, nous sommes en contact dans le cadre de la politique internationale avec des ONG dans un réseau collaboratif, Abcis et un grand nombre d'associations. La région pourrait non seulement être un architecte, donner un cadre stratégique des actions mais peut avoir aussi un rôle dans son biais pour mettre tous les acteurs autour d'un projet et de les mobiliser. Le but de cette journée est de mettre ensemble des acteurs de deux mondes qui, a priori, paraissent très éloignés mais qui en vérité peuvent très bien travailler ensemble.

Baptiste Coupin

Dans sa conférence introductive, Bernard Saincy nous a parlé des modalités d'action de partenariats. Lesquels vous paraissent les plus pertinents pour rapprocher pays du Nord et pays du Sud et rapprocher différentes familles d'acteurs que l'on peut voir de prime abord comme différentes, antagonistes parfois ?

Forough Salami

Les hypothèses demandent à être étudiées plus finement pour pouvoir répondre à votre question mais là où nous pouvons avoir un levier concret c'est dans la coopération décentralisée. Nous avons par exemple une expérience qui a été aussi impulsée par Kofi sur le coton bio au Mali. Cela est parti sur le constat qu'il existe un véritable problème de santé au Mali avec le coton conventionnel et avec toute l'utilisation des pesticides qui sont nocifs pour la santé. Nous pouvons avoir un autre mode de culture, équitable qui permet non seulement de contribuer à une meilleure santé, la promotion des femmes et aussi à assurer des revenus stables pour les producteurs et la création d'emploi. En Bretagne, nous avons constaté que les entreprises n'arrivaient pas à avoir du coton de qualité, or, le coton de l'Afrique de l'Ouest est réputé être de qualité. Ce constat partagé nous a permis de mettre en place une coopération fructueuse même s'il faut avouer que certains éléments extérieurs comme la guerre au Mali a quelque peu ralenti ce projet. Il reste cependant un projet prometteur.

Baptiste Coupin

Je vais demander à Monsieur Yamgnane de bien vouloir réagir sur ce projet au Mali. L'aide des collectivités vous a-t-elle permis de mettre en œuvre ce projet ? Quelles familles d'acteurs ont travaillé sur ce projet ?

Kofi Yamgnane

Je suis en Bretagne depuis cinquante ans maintenant, j'avais envie de montrer ma connaissance aux entrepreneurs bretons. Nous avons donc monté un petit projet avec la structure qui s'appelait à l'époque Bretagne International dirigée par Monsieur Bernard Angot, aujourd'hui cela s'appelle Bretagne Commerce International. Nous avons décidé d'aller visiter les huit pays de l'UEMOA. C'est en passant au Mali que nous avons vu ce coton, comme l'a dit à l'instant Forough, qui était source de difficulté, les paysans achetaient la graine, les intrants et tout cela a créé des problèmes très compliqués avec une exportation limitée. Or, nous, nous savions qu'en Bretagne nous étions avec des entrepreneurs, nous avons besoin de coton de qualité et nous leur avons proposé de faire du bio. Cela leur permettait de gagner davantage d'argent, de produire des produits de qualité et d'avoir une issue pour l'exportation de ce coton.

Baptiste Coupin

Quelle aide ont apporté les collectivités bretonnes ?

Kofi Yamgnane

C'est la région Bretagne qui s'est occupée du financement à l'époque. Cela a bien fonctionné. Ce que nous souhaitions était d'augmenter la production de coton bio tous les ans en ayant sensibilisé les collectivités et de faire leur promotion (casquettes, tee shirts, etc) avec du coton biologique puis d'étendre petit à petit cette promotion au monde du sport par exemple auprès d'associations notamment de sorte que ce coton produit au Mali puisse permettre aux cotonculteurs maliens d'en vivre décemment. Ces actions sont encore en cours, je n'ai pas bien suivi l'évolution, Forough et le président Massiot suivent cela de plus près que moi, mais voici l'évolution que nous voulions donner à ce chantier.

Baptiste Coupin

Peut-on estimer que sur cette filière coton bio cela a créé des richesses auprès des populations locales ?

Kofi Yamgnane

La première année de culture, nous avons vu des paysans surendettés entre la graine, les intrants, le traitement et la vente qui se faisaient très mal. Les premiers qui ont démarré le bio, non seulement ont gagné de l'argent, mais ont permis aux autres de se sortir de l'endettement, c'est vous dire si cela a bien fonctionné. Aujourd'hui il y a toujours des régions dans la boucle du Niger où ils font encore du coton conventionnel ou au Burkina Faso, où cela est même pire car ils font – si je suis bien renseigné – de la graine de coton modifiée, les choses sont donc un peu plus compliquées pour eux. Il faudrait en effet étendre ce projet à toute cette zone et que la Bretagne fasse la promotion pour l'ensemble des autres régions de France.

Baptiste Coupin

Avant de donner la parole à Roland Crambert, je me retourne vers vous, Bernard Saincy, pour évoquer le succès de cette filière coton bio au Mali et l'aide préalable de collectivités pour amener du financement afin de mettre en place la filière et le résultat tangible, l'émergence d'entrepreneurs sociaux, le développement de la région, les créations d'emplois, de revenus, d'activité. Comment fait-on pour déterminer le succès de projets économiques et sociaux ? Sur quels critères apprécie-t-on la réussite de programmes ou de chantiers dans les pays du Sud ?

Bernard Saincy

Il y a plusieurs méthodes, mais la question de l'évaluation des résultats des projets développés, souvent en coopération ONG-collectivités territoriales-entreprises peuvent être faits selon les différents partenaires et d'abord par rapport aux bénéficiaires. En l'occurrence, ici, pour le coton, je ne connais pas le sujet qui est un cas particulier mais effectivement, le nombre de bénéficiaires qui sont sortis du surendettement, le surplus de revenus qui leur permet de développer une activité économique. Comme dans l'accès à l'énergie, que je connais mieux que le coton, quand vous apportez l'énergie, vous la faites payer mais vous substituez aux énergies actuellement utilisées, comme par exemple le kérosène va être substitué par les énergies renouvelables, vous allez pouvoir mesurer les gains en termes de pouvoir d'achat que vont avoir les populations. Il y a d'autres éléments d'évaluation. Si je reste sur l'exemple de l'énergie, il y a moins d'accidents avec les énergies renouvelables qu'avec le kérosène ou l'huile d'éclairage. Il y a des externalités positives, par exemple on va pouvoir mieux étudier le soir et on va donc pouvoir apprécier une meilleure éducation primaire pour les enfants pour ces populations. Il y a aussi la possibilité de développer des activités économiques, ce qui était impossible auparavant au temps du kérosène. On va pouvoir entre autres développer de la force motrice, on va donc commencer à développer une activité économique comme par exemple, et ce sont souvent des femmes qui le développent d'ailleurs, l'utilisation de machines à coudre, du matériel de poterie, etc, qui vont commencer à rentrer dans un cycle de développement économique et d'équilibre des projets développés.

Baptiste Coupin

Votre cabinet travaille avec l'ensemble des acteurs du développement, quelles seraient vos préconisations pour approcher entreprises et acteurs classiques de la solidarité internationale dans des gros chantiers ?

Bernard Saincy

Il faut que chacun y retrouve ses petits, si je puis dire. Il faut mettre en évidence l'intérêt qu'a chacun des acteurs à développer des projets communs. J'ai cité quelques exemples de ce que l'entreprise pourrait trouver mais du côté de l'ONG, le plus important est peut-être de changer d'échelle, c'est-à-dire de pouvoir porter une idée, les idées en général sont trouvées sur le terrain par les ONG locales, par des entrepreneurs sociaux ou par des ONG internationales. Mais comment arriver à changer d'échelle à partir de cette idée ? L'exemple que je donnais est que l'on peut alimenter en électricité, pour rester sur cet exemple de l'énergie, un, deux, trois villages mais comment passer à cent voire à mille villages, comme ce qu'on essaye de faire dans certains projets, notamment en Asie ? Là, il faut l'expertise de l'entreprise qui, elle, va trouver un modèle économique qui va lui permettre de développer dans les années qui viennent et aussi de prendre pied dans un territoire. Fondamentalement, le développement est d'abord la question des acteurs locaux. Ce sont eux qui, non seulement, sont la cible mais qui sont les acteurs du développement et ce sont eux qu'il faut soutenir sans se substituer à eux, regarder quelles sont leurs idées. En général il y a beaucoup d'idées, c'était le cas lorsque j'ai fait « GDF Suez, Rassembleurs d'Énergies », qui soutient ces types de projets. Le but était d'essayer de voir où étaient les talents locaux et comment nous pouvions les aider à changer d'échelle, à franchir une étape dans leur développement. Ceci est la question centrale.

Baptiste Coupin

Merci. Je vais maintenant donner la parole à Roland Crambert. Je rappelle que vous êtes le directeur marketing et communication de Lacroix Sofrel, une entreprise électronique de télégestion. Vous êtes principalement actif dans les pays du Sud. Quels projets ont été menés à bien par votre entreprise dans les pays du Sud et sous quelles formes de collaboration ? Nous parlions tout à l'heure de qui porte le risque financier, c'est une question intéressante sur des projets à grande échelle. Avec qui travaillez-vous pour la mise en place de tels chantiers ?

Roland Crambert

Bonjour à tous, je tiens d'abord à vous remercier de nous avoir invités à participer à cette table ronde au titre de la représentation économique en tant que modeste entreprise du tissu breton mais aussi acteurs du développement international. Nous avons parlé tout à l'heure de Bretagne Commerce International avec qui nous avons beaucoup collaboré pour mettre en place des partenariats au plan international. Notre contribution dans ce domaine en tant que fournisseur de solutions électroniques pour l'amélioration de la gestion de l'eau, que ce soit l'eau potable ou usée, nous a amenée depuis plus de trente ans à nous intéresser au développement international et tout particulièrement vers les pays ayant des problèmes en eau, que ce soit les pays africains (Afrique du Nord, Afrique subsaharienne, Afrique de l'Ouest) et aussi en Asie voire en Amérique latine. Nous travaillons sur un sujet qui est beaucoup soutenu par les bailleurs de fonds, notamment la Banque Mondiale et l'AFD que les anglo-saxons appellent le « *non revenue waters* », c'est-à-dire toute l'eau qui est perdue. Je donne quelques chiffres dans ce domaine, la moyenne mondiale est de 35 % de l'eau distribuée dans le monde qui est perdue, non facturée mais principalement perdue dans des fuites et ce taux peut atteindre plus de 60 % dans les pays dits en voie de développement, notamment en Afrique et en Asie. Avec nos équipements, nous essayons de mieux préserver cette ressource qui est déjà rare et chère pour ces pays, difficile à potabiliser, nous essayons de mieux la préserver.

Baptiste Coupin

Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans la mise en place de ces réseaux d'assainissement ? Nous parlions tout à l'heure de l'importance d'avoir de bons partenaires locaux pour que les chantiers puissent être mis en place et atteindre leur objectif, pouvez-vous nous répondre là-dessus ?

Roland Crambert

Nous sommes effectivement sur des projets qui sont, comme cela a été dit précédemment, portés par des bailleurs de fonds internationaux. Nous sommes souvent dans le sillage des grands exploitants d'eau internationaux très présents en Afrique tels que Veolia, Suez et Saur, qu'il ne faut pas oublier et qui ont énormément contribué au développement de l'hydraulique en Afrique, que ce soit en zone urbaine ou villageoise. Nous travaillons dans le sillage et dans le portage de ces grands exploitants mais aussi avec le nécessaire financement de ces bailleurs de fonds, que ce soit Banque Mondiale, AFD, la BAD ou l'ADB, ce sont des pays qui sont contributeurs pour la mise en place de ces projets.

Baptiste Coupin

Avant de redonner la parole à Kofi Yamgnane dans un instant, je voudrais savoir quelles difficultés vous rencontrez dans la mise en place du développement économique dans les pays du Sud de par votre entreprise? Lorsque vous travaillez dans ces pays en développement, à quoi vous heurtez-vous? Est-ce que les spécificités du territoire, des barrières culturelles sont importantes? On parle aussi souvent de l'absence de compétences techniques ou commerciales.

Roland Crambert

C'est vrai et cela rejoindra l'un des ateliers, nous sommes dans le domaine de l'économie numérique puisque nos produits sont électroniques et utilisent les technologies de communication. Nous sommes effectivement confrontés à des problèmes de compétences. Au-delà des compétences qui arrivent très vite avec les programmes de formation et d'échange, il y a les problèmes de maintenance. J'insisterai sur ce problème. Nous, nous pouvons mettre de la technologie pour améliorer le rendement de l'eau, la recherche, la réduction des fuites mais derrière on oublie trop souvent d'allouer des moyens pour former les personnes à l'utilisation de ces produits, les entretenir. Ceci est l'une des principales difficultés et là, je m'en retourne vers tous les organismes de formation et d'aide à la maintenance des équipements financés.

Baptiste Coupin

Monsieur Yamgnane, nous avons discuté ensemble en préparant ces interventions et vous me disiez que les acteurs locaux ont peu de place pour l'initiative car la tendance des acteurs étrangers est de fournir des projets à réaliser clé en main. Pouvez-vous en un mot vous expliquer là-dessus et nous dire comment corriger ce phénomène selon vous?

Kofi Yamgnane

C'est toute la difficulté de la coopération. Il y a ceux qui arrivent et qui savent et il y a ceux qui sont sur place et qui ne savent pas. Il faut bien comprendre que lorsqu'on implante un projet tout fait, il a été pensé, réfléchi, organisé en Bretagne et quand on l'implante à Bamako, à Lomé ou à Ouagadougou, il y a des risques qu'il ne fonctionne pas car les gens ne sont pas intéressés. Même sur des choses très utiles et indispensables, comme par exemple le creusement d'un puits. Si vous arrivez en Afrique, vous forez un puits, vous installez les pompes, etc, puis vous repartez, les populations vont puiser l'eau tant que cela marche mais lorsque cela ne fonctionnera plus, elles arrêteront. Les gens sur place ont besoin de s'approprier le projet. Comme disait à l'instant Monsieur Saincy, il y a beaucoup d'idées mais les choses pourraient se passer beaucoup mieux. Quelquefois, parce que c'est la culture occidentale qui veut cela, on est toujours pressés et on n'a pas le temps, on dit « j'ai deux semaines pour faire quatre, cinq, six, dix puits et je repars », mais cela ne peut pas fonctionner. Il faut comprendre que ces deux sociétés différentes doivent respecter les rythmes de chacun, ce respect mutuel est important.

Vous avez parlé d'évaluation, je voulais juste dire un petit mot dessus. Ce n'est pas l'évaluation du coton à proprement parler mais si nous voulions évaluer l'action menée avec Bretagne International en circulant dans les huit pays de l'UEMOA, nous avons des exemples tels que l'institut de formation qui est né des africains à Dinard, la fondation Talents du Monde qui nous avait accompagnée et grâce à qui des africains – des burkinabés, des togolais, des maliens, des béninois – viennent se former et rentrent en contact avec le tissu breton d'entrepreneurs. Cela est très important. Tous les ans, une promotion de vingt-cinq à trente jeunes vient se former.

Baptiste Coupin

Nous arrivons à la fin de cette table ronde. En guise de conclusion, comment « viser juste » les besoins dans les pays en développement et est-ce que cela demande de se familiariser avec les territoires et, pour des projets à dimension économique qui viseraient des objectifs sociaux, de rencontrer toutes les familles d'acteurs présentes sur place, les pouvoirs publics, les ONG, les associations, les entrepreneurs sociaux ?

Forough Salami

Je suis absolument d'accord avec ce que vient de dire Kofi. Un projet ne peut être durable que lorsqu'il est coconstruit. J'irai même plus loin. Au Conseil régional de Bretagne, nous avons changé notre regard, nous refusons de dire que nous aidons les pays du Sud. Nous prenons ces pays comme de vrais partenaires économiques, avec lesquels nous coconstruisons des projets dans la réciprocité. Nous pensons que cela est autant bénéfique aux pays du Sud que pour la Bretagne. C'est ce regard que nous portons et c'est l'effort que nous essayons de porter auprès des Bretons pour leur dire que l'ouverture au monde est aussi bénéfique pour notre territoire. C'est sur la mobilisation que les collectivités, en l'occurrence la région, peuvent jouer un rôle parce que nous avons par nos relations de coopération, des contacts avec les institutions, les représentants qui peuvent nous mettre ensuite en contact avec les ONG du pays. C'est une relation durable que nous mettons en place aujourd'hui. Je vous donne un exemple. Il y a trente ans, quand la région Bretagne a établi une coopération avec une région chinoise, la Chine était alors loin d'être la première puissance économique mondiale. Mais ce sont ces trente ans de relation sur la culture, l'échange universitaire, l'échange d'étudiants qui nous ont permis d'avoir le plus grand investissement chinois à l'étranger avec l'usine Synutra à Carhaix. La pérennité, la durabilité des projets se trouvent aussi dans l'instauration de confiance et de respect mutuels et c'est ce que nous nous efforçons de faire.

Baptiste Coupin

Merci. Dernier mot avec vous, Roland Crambert. Que pensez-vous de ce qui vient d'être dit et est-ce qu'investir dans les pays du Sud peut tout à la fois servir les intérêts des entreprises bretonnes et également permettre de répondre à des objectifs sociaux et respecter la mission du développement durable et de la solidarité internationale ? Pensez-vous que ces deux projets peuvent être menés de fonds communs ?

Roland Crambert

Non seulement nous pouvons mais nous devons. Je retiens ce qui vient d'être dit sur la coconstruction. Nous ne pouvons pas aider ces pays, que ce soit financièrement, avec nos technologies, si nous ne les accompagnons pas dans le développement durable. Cela passe par de la coconstruction, de la formation, les rendre autonomes, capables de produire leurs propres richesses et de s'ouvrir eux-mêmes sur l'international. Je prendrais un autre exemple sur la filière laitière qui est exceptionnel et qui a été mis en place par Bretagne Commerce International. La filière laitière qui a été développée en collaboration avec l'Algérie et qui va être étendue à d'autres pays est un très bon exemple de transfert des compétences. On ne cherche pas à exporter son lait mais des technologies qui vont permettre aux producteurs de lait en Algérie à devenir autonomes et eux-mêmes des acteurs économiques. Nous sommes là dans une démarche solidaire mais coconstructive,

qui ne cherche pas à exporter mais à collaborer pour un développement économique international.

Baptiste Coupin

Monsieur Saincy, voulez-vous dire un dernier mot ?

Bernard Saincy

Je voudrais confirmer ce qu'a dit Kofi Yamgnane tout à l'heure. J'ai un exemple au Vietnam où j'ai eu l'occasion d'aller il y a quelques années pour construire un projet d'électrification d'un village à partir de l'énergie de panneaux photovoltaïques mais centralisés avec un petit réseau. Cela se situait à la frontière entre le Vietnam et le Laos. Nous avons construit avec une équipe sur place et la population. Moi-même, j'y suis allé au dernier moment pour voir. Quand je suis arrivé, j'ai vu quelque chose d'assez extraordinaire. Sur les maisons, il y avait déjà des panneaux photovoltaïques. J'en ai parlé avec le maire du village qui m'a dit : « il y a des gens qui sont venus, les ont posés et sont repartis. Une fois que cela s'est arrêté, nous les avons laissés, plus rien ne marchait ». L'idée de l'appropriation par la population du projet est vraiment, à mon avis, un élément clé.